



**Laurence Scialom** Professeure d'économie à l'université Paris Nanterre

Alors que la question du mur de dettes privées et publiques et des moyens de le gérer hystérise aujourd'hui les débats et révèle des clivages profonds entre économistes et politiques, voilà un livre, [\*Endettez-vous ! Plaidoyer pour une juste dette\*](#), qui pose un regard renouvelé et distancié sur d'endettement de nos sociétés. Une telle pause est salutaire et mérite le détour.

## **Dettes : une notion aux multiples sens**

Son auteur, le juriste Hubert de Vauplane, nous rappelle que la notion de dette est polymorphe, la dette peut être monétaire ou non monétaire, elle peut être individuelle ou collective. Dette de vie envers ses parents, dette historique vis-à-vis des peuples colonisés ou asservis, dette divine face à son Dieu, dette écologique face aux générations futures, dette d'honneur, dette fiscale, dette financière... Les dettes des uns sont les créances des autres et l'entrelacs de ces dettes multiples fait société.

La dette est un invariant anthropologique, elle est partie intégrante de la condition humaine. Cette dimension fondamentalement sociale et non contractuelle de la dette que nos sociétés tendent à occulter s'exprime à travers les expressions d'« être en dette » ou de « payer sa dette à la société ». Alors que l'expression « avoir des dettes » rabat ces dernières sur la dimension patrimoniale et sur l'obligation de rembourser.

## **Une financiarisation de la dette**

C'est à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle que progressivement une approche plus mercantile et financière de la dette s'impose, antérieurement la dette fut

d'abord un lien social non réductible à un transfert monétaire. La fin progressive de la contrainte par corps marque une rupture car le gage le plus grand que le débiteur pouvait donner, à savoir lui-même, est désormais exclu de la transaction et remplacé par des garanties ou sureté personnelles ou réelles. C'est, selon Hubert de Vauplane, un symptôme du passage d'un capitalisme foncier à un capitalisme financier se départant de son humanisme.

## La financiarisation de la dette dans le capitalisme contemporain est présentée comme le symptôme d'une crise profonde d'une société occidentale

La financiarisation de la dette dans le capitalisme contemporain est présentée comme le symptôme d'une crise profonde d'une société occidentale hyper-individualiste, matérialiste, axée sur la consommation et le plaisir immédiat. Société dominée par une forme de cupidité dans laquelle la dette ne sert plus à financer des investissements industriels et commerciaux mais des opérations financières et des placements boursiers.

Constatant que la dislocation des liens sociaux et communautaires va de pair avec la financiarisation de la société et se traduit par une monétisation croissante des rapports sociaux, dont la marchandisation du corps lui semble un symptôme, Hubert de Vauplane force à l'excès le trait en présentant l'homme moderne comme refusant de se reconnaître en dette, voyant celle-ci comme une simple contrainte à sa liberté individuelle, attendant beaucoup des autres et de l'Etat mais refusant d'être en situation de rembourser.

## Une dette juste

Sur la base de ce diagnostic, qui nous semble quelque peu outré, il s'attelle à caractériser ce que serait une dette juste en s'inspirant de la conception du juste prix d'Aristote. Or, une doctrine de la dette juste qui permet de déterminer la frontière entre une dette légitime et celle qui ne l'est pas, entre celle qui doit être remboursée et celle qui peut ne pas l'être, n'existe ni juridiquement, ni moralement, ni philosophiquement.

Pour asseoir sa réflexion touffue sur la dette juste, l'auteur accumule les références avec un réel éclectisme : saint Thomas d'Aquin y côtoie en bonne intelligence Jacques Derrida, David Graeber, Guy Debord, Nietzsche, Maïmonide, Marx, Mauss, Braudel, Aglietta, Castoriadis... Les rapports du Fonds monétaire international (FMI), de l'ONU, de l'OCDE, de l'Insee ou de

la Banque de France font bon ménage avec les commentaires des Evangiles, de la Torah, du Coran ou du code d'Hammourabi. Hubert de Vauplane mêle des interrogations et analyses éthiques, morales, philosophiques, juridiques et économiques, et s'aventure dans de longs détours théologiques tant la question de la dette est structurante pour les religions monothéistes.

Constatant que les liens de dette sont désormais le plus souvent empreints d'une connotation vénale dans laquelle la valeur monétaire tend à remplacer les rapports humains dans l'ordre de la dette, mais refusant de se laisser enfermer dans une vision binaire entre une approche libérale réduisant la dette à un simple rapport contractuel et monétaire et une approche critique y voyant par nature un facteur d'inégalité mais aussi d'asservissement du débiteur, l'auteur propose une troisième approche dictée par l'humanisme. Il la présente comme une voie entre ultralibéralisme et antilibéralisme.

## **Pour une nouvelle approche de la dette**

Deux pistes sont alors proposées pour illustrer cette approche renouvelée, mais elles laissent le lecteur sur sa faim tant le décalage est grand entre l'ambition et l'érudition manifestées au cours des longues analyses historiques, philosophiques et juridiques sur la multiplicité des formes de dettes et le manque de souffle des propositions.

Ces dernières s'articulent autour de deux pistes : d'une part, promouvoir une attitude empreinte d'humanité vis-à-vis des débiteurs, ce qui conduit à favoriser les solutions de remise de dette pour les emprunteurs en grande difficulté ; d'autre part, modifier de l'intérieur le fonctionnement de la finance en favorisant les initiatives qui ne se focalisent pas uniquement sur la stricte application du contrat de dette, mais qui intègrent le bien commun et une certaine justice distributive dans la relation entre le débiteur et le créancier.

Cette nouvelle finance faisant la part belle à l'altérité, à la proximité et aux relations humaines concerne le microcrédit, la lutte contre l'exclusion bancaire et l'accompagnement personnalisé des populations fragiles, la finance participative et les monnaies locales complémentaires. Il ne s'agit donc finalement que de créer des « poches » de proximité et de réactivation des rapports humains dans les relations de dettes sans que l'on ne comprenne comment cette nouvelle approche de la dette peut avoir une quelconque chance de sortir des marges de la finance et devenir structurante dans nos sociétés hyperfinanciarisées